Alger enlève ses opposants chez nous mais pas de Barbouze pour libérer Boualem Sansal ?

écrit par Christine Tasin | 12 juillet 2025

Les copains et coquins de France et de Navarre ne suffisaient pas, il fallait que ce soit open bar aussi pour ceux de l'étranger et même nos plus farouches ennemis, tellement assurés de l'inefficacité du gouvernement français que l'on peut enlever n'importe qui chez nous au nez et à la barbe de la Macronie et ses innombrables fonctionnaires…

J'ai pensé un moment, après l'arrestation de Boualem Sansal, que Macron allait envoyer ses barbouzes le récupérer en Algérie… j'ai attendu, me disant que c'était un leurre, histoire d'attendre que l'attention se relâche… Il faut à présent se dire que Macron n'en a rien à faire de nos concitoyens français, fussent-ils éminents et en danger de mort ! Par contre, en face, Tebboune nous fait doigt d'honneur sur bras d'honneur, en emprisonnant en plus Christophe Gleizes et la Macronie continue de se mettre à genoux et de lui lécher les babouches…

https://resistancerepublicaine.com/2025/06/13/retailleau-a-accorde-137-166-visas-aux-algeriens-en-2024-et-boualem-sansal-alors/

https://resistancerepublicaine.com/2025/06/11/la-france-redevient-premier-importateur-de-gnl-algerien-pour-boualem-sansal-ca-sent-le-gaz/

*Selon L'Express, les enquêteurs français soupçonnent que le régime algérien a commandité l'enlèvement en France de l'influenceur et opposant Amir Boukhors, alias **Amir DZ**, réfugié politique, du 29 avril au 1er mai 2024. L'exécution de l'opération aurait été confiée à des hommes de main, dont **au moins deux membres de la communauté des gens du voyage de Pontault-Combault (Seine-et-Marne)**.*

Amir Boukhors a formellement reconnu l'un d'eux comme l'homme lui ayant passé les menottes. Il aurait été drogué et retenu dans un Algeco, dans une déchetterie, avant d'être relâché en forêt. Deux femmes, payées 1 000 euros chacune, jouaient les "gardiennes".

*Les investigations ont mené à **trois diplomates algériens** soupçonnés d'avoir coordonné l'opération :*

- ***S.R.**, agent consulaire à Créteil ;*
- ***S.S.**, officiellement premier secrétaire à l'ambassade d'Algérie à Paris, en réalité officier de la DGDSE (services secrets extérieurs) ;*
- ***H.B.**, consul-adjoint à Créteil, suspecté d'avoir recruté deux fonctionnaires français (à Bercy et à l'OFII) pour obtenir les adresses de réfugiés algériens.*

*Selon la DGSI, l'objectif était d'**exfiltrer Amir DZ vers l'Algérie**, où il a été condamné à 20 ans de prison. Ce type d'opération rappelle celle menée contre **Hichem Aboud**, autre opposant enlevé à Barcelone en octobre 2024.*

Une vingtaine de communications ont été identifiées entre

diplomates, intermédiaires et “gros bras” durant la nuit du 30 avril. ***Le juge d’instruction a qualifié l’affaire d’”association de malfaiteurs terroriste”****, considérant qu’il s’agissait d’un message d’intimidation envers l’ensemble de la diaspora algérienne critique du pouvoir.*

Certains protagonistes, dont S.S. et H.B., sont aujourd’hui introuvables. *Le général Rochdi Fethi Moussaoui, ancien chef de la DGDSE à Paris, promu à Alger après les faits, nie toute implication.*

Source F de Souche